



**SYNDICAT
D'URBANISME
DU PAYS DE VITRÉ**
SCoT & AMÉNAGEMENT

Schéma de Cohérence Territoriale

SCoT DU PAYS DE VITRÉ

**JUSTIFICATIFS DES MESURES DE
PUBLICITE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE**

Avis administratifs

1ER AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté en date du 31 août 2026, le président du Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré (SUPV) a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Vitré.

Cette enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers dans le cadre de la révision du SCoT du Pays de Vitré, regroupant Vitré Communauté et Roche aux Fées Communauté, à l'horizon 2046.

L'enquête publique se déroulera du lundi 28 septembre 2026 à 9 h 00 au mercredi 28 octobre 2026 à 11 h 00, soit pendant 31 jours consécutifs.

Le siège de l'enquête publique est fixé au Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré au 1b, allée des Cèdres, 35500 Vitré, 02 99 00 91 11.

Par décision du tribunal administratif de Rennes en date du 1er avril 2026, la commission d'enquête est composée de Mme Marie-Jacqueline Marchand, présidente, Mme Claudine Laine-Delaurier, membre titulaire et M. Julien Galichet, membre titulaire.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique pourra être consulté :

- Sur support papier dans les différents lieux de l'enquête publique ci-dessous :
- Au Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré (siège de l'enquête publique) : 1b, allée des Cèdres, 35500 Vitré, du lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00, et le mercredi, de 9 h 00 à 12 h 00.

- À la mairie d'Argentré-du-Plessis : 21 bis, rue Alain-d'Argentré, 35370 Argentré-du-Plessis, le lundi, de 9 h 00 à 12 h 30 et de 14 h 00 à 17 h 00, le mardi, de 14 h 00 à 17 h 00, et du mercredi au vendredi, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h 00 à 17 h 00.

- À la mairie de Châteaubourg : 5, place de l'Hôtel-de-Ville, 35220 Châteaubourg, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30.

- À la mairie de Châtillon-en-Vendelais : 3, place de l'Église, 35120 Châtillon-en-Vendelais, le lundi de 8 h 30 à 12 h 30, le mardi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 30, le mercredi de 9 h 00 à 12 h 00, le jeudi de 13 h 30 à 18 h 00, le vendredi de 14 h 00 à 17 h 00 et le samedi de 9 h 00 à 12 h 00.

- Aux services techniques de la commune de Janzé : 35, rue Louis-Blériot, 35150 Janzé, le mardi, le mercredi et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 et le jeudi de 8 h 30 à 12 h 00.

- À la mairie de La Guerche-de-Bretagne : 2, rue du Cheval-Blanc, 35130 La Guerche-de-Bretagne du lundi au mercredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 17 h 30, le jeudi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 15 h 00 à 17 h 30, le vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00 et le samedi de 9 h 00 à 12 h 00.

- À la mairie de Martigné-Ferchaud : 12, place de la Mairie, 35640 Martigné-Ferchaud, le lundi de 9 h 00 à 12 h 00, du mardi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 30 à 17 h 00 et le samedi de 10 h 00 à 12 h 00 (fermé le dernier samedi du mois).

- Sur support dématérialisé 7 jours sur 7 et 24h sur 24 :
- Sur le site internet du Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré : www.supv.bzh
- Sur le site internet comportant un registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/7568>

En outre, le dossier sera consultable en accès libre et gratuit sur un poste informatique au siège du Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le public pourra consigner ses observations et propositions :

- dans les registres de l'enquête publique, à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par la Présidente de la commission d'enquête ou l'un de ses membres, accessibles avant les dossiers d'enquête, dans les lieux d'enquête mentionnés ci-dessus,
- Dans le registre dématérialisé sécurisé à l'adresse internet suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/7568>

Les observations du public pourront également être adressées par voie électronique via l'adresse mail suivante : enquete-publique-7568@registre-dematerialise.fr ou par voie postale, au siège de l'enquête publique, à Mme la Présidente de la commission d'enquête au Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré, 1b, allée des Cèdres, 35500 Vitré.

Les contributions adressées par courriel seront publiées dans les meilleurs délais sur le registre dématérialisé mentionné ci-dessus et seront, par conséquent, visibles par tous.

Les courriers postaux seront annexés au registre d'enquête déposé au siège de l'enquête.

Les membres de la commission d'enquête se tiendront à la disposition du public afin de recevoir ses observations et propositions lors des permanences, aux dates et heures suivantes :

- lundi 28 septembre 2026 de 9 h à 11 h au Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré (Siège de l'enquête publique)
- mardi 29 septembre 2026, de 14 h 00 à 16 h 00, à la mairie de Châteaubourg,
- jeudi 1er octobre 2026, de 9 h 00 à 11 h 00, aux services techniques de Janzé,
- lundi 5 octobre 2026, de 9 h 00 à 11 h 00, à la mairie de Châtillon en Vendelais,
- mardi 6 octobre 2026, de 9 h 00 à 11 h 00, à la mairie de Martigné-Ferchaud,
- vendredi 9 octobre 2026, de 9 h 00 à 11 h 00, à la mairie d'Argentré du Plessis,
- mardi 13 octobre 2026, de 14 h 00 à 16 h 00, à la mairie de La Guerche de Bretagne,
- jeudi 15 octobre 2026, de 9 h 00 à 11 h 00, à la mairie de Châteaubourg,
- vendredi 16 octobre 2026, de 14 h 00 à 16 h 00, aux services techniques de Janzé,
- lundi 19 octobre 2026, de 14 h 00 à 16 h 00, à la mairie d'Argentré du Plessis,
- mardi 20 octobre 2026, de 14 h 00 à 16 h 00, à la mairie de Châtillon en Vendelais,
- jeudi 22 octobre 2026, de 14 h 00 à 16 h 00, à la mairie de Martigné-Ferchaud,
- lundi 26 octobre 2026, de 9 h 00 à 11 h 00, à la mairie de La Guerche de Bretagne,
- mercredi 28 octobre 2026, de 9 h 00 à 11 h 00, au Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré (siège de l'enquête publique).

Le dossier soumis à l'enquête publique contient les pièces suivantes : le projet de SCoT arrêté, composé du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS), du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) et des annexes, parmi lesquelles figurent les diagnostics, l'état initial de l'environnement, l'évaluation environnementale et la justification des choix retenus, l'analyse de la consommation foncière, et le résumé non technique. Il comprend également les pièces administratives du projet de SCoT arrêté (délégations et bilan de la concertation). Les avis des Personnes Publiques, l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE), les éléments de réponse aux avis des Personnes Publiques et les pièces relatives à l'enquête publique, dont l'arrêté prescrivant l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique, seront également compris dans le dossier d'enquête publique.

À l'issue de l'enquête publique, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront :

- tenus à la disposition du public, pendant un an, au siège du Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré aux jours et heures habituels d'ouverture, dans chacun des lieux d'enquête et à la Préfecture d'Ille-et-Vilaine,
- publiés sur le site internet du SUPV : www.supv.bzh ainsi que, pendant un an, sur le site internet hébergeant le registre dématérialisé : <https://www.registre-dematerialise.fr/7568>

Le Comité syndical du Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré se prononcera par délibération sur l'approbation du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

Le projet pourra être modifié avant approbation pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions de la commission d'enquête, dans les conditions prévues par le Code de l'urbanisme.

Vie des sociétés

COMPTAGESMA
Expert-comptable

DELEPINE CÉDRIC

Société à responsabilité limitée
unipersonnelle
Au capital de 22 000 euros
Siège social : 2, rue Robert-Surcouf
35350 SAINT-MÉLOIR-DES-ONDES
912 833 456 RCS Saint-Malo

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes d'une décision en date du 4 septembre 2026, l'associé unique a décidé de transférer le siège social du 2, rue Robert-Surcouf, 35350 Saint-Méloir-des-Ondes au 32, rue Miriel, 35400 Saint-Malo à compter du 4 septembre 2026, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis
La Gérance.

STUDIO KIZUNA

Société à responsabilité limitée
Au capital de 10 000 euros
Siège social :
1, rue Ransbach-Baumbach
35730 PLEURTUIT

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Pleurtuit du 28 août 2026 il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : société à responsabilité limitée.
Dénomination sociale : Studio Kizuna.

Siège social : 1, rue Ransbach-Baumbach, 35730 Pleurtuit.

Objet social : l'exercice d'activités de coaching sportif, l'enseignement, l'animation et l'encadrement d'activités physiques et sportives, notamment le Pilates, le yoga et le cross-training, à destination de tout public, en cours individuels ou collectifs ; l'organisation de stages, ateliers, séminaires et événements liés à ces activités ; le conseil, l'accompagnement et le suivi personnalisé en matière de préparation physique, de remise en forme et de bien-être.

Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au RCS.

Capital social : 10 000 euros.
Gérance : M. Romain Galipot et Mme Marie Papai, demeurant ensemble 1, rue Ransbach-Baumbach, 35730 Pleurtuit.

Pour avis
La Gérance.

SOCIÉTÉ CIVILE DE MOYENS

«CABINET SANGNIER»

Au capital de 1 000 euros
RCS Rennes 830 883 674
Siège social : 42, rue Marc-Sangnier
RENNES (Ille-et-Vilaine)

GÉRANCE

Aux termes d'une décision des associés en date du 3 septembre 2026, il a été décidé de modifier les statuts, à compter du 7 septembre 2026.
- cessation des fonctions de cogérante de Mme Mathilde Lemoine.

Pour avis.

BUGAND ET ASSOCIÉS

Notaires associés
DINARD (35800)
13, place Newquay

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Me Hervé Bugand le 4 septembre 2026, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : Aux Truffes et Moustaches.

Forme : société à responsabilité limitée.
Siège social : Saint-Juan-des-Guérets (35430) 26, Grande-Rue.

Objet : toilette animalier, et notamment le toilettage canin, félin et des nouveaux animaux de compagnie, élevage canin, SPA canin, bainothérapie canine, massage canin, bien-être canin, garde d'animaux domestiques, transports pour les particuliers ou les associations d'animaux domestiques, achat, exploitation de machine de lavage canin en libre-service et tous produits associés. Réalisation de formations retenant dans le présent objet social pour tous tiers. La vente de tous produits, accessoires, matériels, aliments, compléments, produits d'hygiène, de soin, de beauté, de transport, et d'équipement destinés aux animaux domestiques.

Capital social fixe : 2 000 euros divisé en 200 parts sociales de 10 euros.

Montant des apports en numéraire : 2 000 euros.

Durée de la société : 99 années à compter de son immatriculation au RCS.

Gérant : Mme Delphine Scotet, demeurant à Les Champs Garances, 22630 Saint-Juvat.

La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Saint-Malo.

Pour avis.

dimanche ouest france

1 journal
4 cahiers

Ventes aux enchères

SELARL ARES

Avocats
Immeuble "Le West Side"
53, rue Jules Vallès - CS 64329 - 35043 RENNES cedex

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

devant Mme le Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de Rennes, cité judiciaire, 7, rue Pierre Abélard à Rennes.

Le jeudi 1er octobre 2026 à 10 h 00

Commune de MORDELLLES (35)
Lieu-dit «La Bunelais»

1) UNE MAISON D'HABITATION mitoyenne d'une superficie de 45,33 m2, comprenant :

- Au rez-de-chaussée : séjour-entrée, une chambre, un bureau, cellier, salle de bains / WC,
- À l'étage : grenier en cours d'aménagement.

2) UNE MAISON ANNEXE d'une superficie de 39,27 m2, comprenant entrée-séjour, un bureau, une salle d'eau.

- Cabanon,
- Terrasse en bois devant le Cabanon et le séjour de la maison annexe,
- Terrain.

L'ensemble figurant au cadastre Section YD n° 77 pour une contenance de 00 ha 32 a 64 ca.

Annonces judiciaires et légales

Annonces judiciaires et légales

Avis administratifs

7470699701 - AA

Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré (SUPV)
Projet de révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

1ER AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté en date du 31 août 2026, le président du Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré (SUPV) a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Vitré.

Cette enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers dans le cadre de la révision du SCoT du Pays de Vitré.

Le SCoT est un document de planification territoriale dont l'objectif est de définir une stratégie globale d'aménagement et de développement durable du territoire à l'échelle du Pays de Vitré, regroupant Vitré Communauté et Roche aux Fées Communauté, à l'horizon 2046.

L'enquête publique se déroulera du lundi 28 septembre 2026 à 9 h 00 au mercredi 28 octobre 2026 à 11 h 00, soit pendant 31 jours consécutifs. Le siège de l'enquête publique est fixé au Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré au 1b allée des Cèdres, 35500 Vitré, 02 99 00 91 11.

Par décision du Tribunal administratif de Rennes en date du 1er avril 2026, la commission d'enquête est composée de Mme Marie-Jacqueline MARCHAND, présidente ; Mme Claudine LAINE-DELIURIER, membre titulaire et M. Julien GALICHET, membre titulaire.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique pourra être consulté :

- Sur support papier dans les différents lieux de l'enquête publique ci-dessous :
- Au Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré (siège de l'enquête publique) : 1b, allée des Cèdres, 35500 Vitré, du lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00, et le mercredi, de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00.
- À la mairie d'Argentré-du-Plessis : 21 bis, rue Alain-d'Argentré, 35370 Argentré-du-Plessis, le lundi, de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00, le mardi, de 14 h 00 à 17 h 00, et du mercredi au vendredi, de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00.
- À la mairie de Châteaubourg : 5, place de l'Hôtel de ville, 35220 Châteaubourg, du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00.
- À la mairie de Châtillon-en-Vendelsais : 3, place de l'Église, 35120 Châtillon-en-Vendelsais, le lundi de 8 h 30 à 12 h 30, le mardi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 30, le mercredi de 9 h 00 à 12 h 00, le jeudi de 13 h 30 à 18 h 00, le vendredi de 14 h 00 à 17 h 00 et le samedi de 9 h 00 à 12 h 00.
- Aux Services Techniques de la commune de Janzé : 35, rue Louis-Biéfort, 35150 Janzé, le mardi, le mercredi et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 et le jeudi de 8 h 30 à 12 h 00.
- À la mairie de La Guerche-de-Bretagne : 2, rue du Cheval Blanc, 35130 La Guerche-de-Bretagne du lundi au mercredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 17 h 30, le jeudi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 15 h 00 à 17 h 30, le vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00 et le samedi de 9 h 00 à 12 h 00.
- À la mairie de Martigné-Ferchaud : 12, place de la Mairie, 35840 Martigné-Ferchaud le lundi de 9 h 00 à 12 h 00, du mardi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 30 à 17 h 00 et le samedi de 10 h 00 à 12 h 00 (fermé le dernier samedi du mois).
- Sur support dématérialisé 7 jours sur 7 et 24h sur 24 :
- Sur le site internet du Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré : www.supv.bzh
- Sur le site internet du Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré : <https://www.registre-dematerialise.fr/75568>

En outre, le dossier sera consultable en accès libre et gratuit sur un poste informatique au siège du Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le public pourra consigner ses observations et propositions :

- Dans les registres de l'enquête publique, à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par la présidente de la commission d'enquête ou l'un de ses membres, accessibles avec les dossiers d'enquête, dans les lieux d'enquête mentionnés ci-dessus ;
- Dans le registre dématérialisé sécurisé à l'adresse internet suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/75568>

Les observations du public pourront également être adressées par voie électronique via l'adresse mail suivante : enquete-publique-7568@registre-dematerialise.fr ou par voie postale, au siège de l'enquête publique, à Mme la présidente de la commission d'enquête au Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré, 1b, allée des Cèdres, 35500 Vitré.

Les contributions adressées par courriel seront publiées dans les meilleurs délais sur le registre dématérialisé mentionné ci-dessus et seront, par conséquent, visibles par tous. Les courriers postaux seront annexés au registre d'enquête déposé au siège de l'enquête.

Les membres de la commission d'enquête se tiendront à la disposition du public afin de recevoir ses observations et propositions lors des permanences, aux dates et heures suivantes :

- Lundi 28 septembre 2026 de 9 h 00 à 11 h 00 au Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré (siège de l'enquête publique) ;
- Mardi 29 septembre 2026 de 14 h 00 à 16 h 00 à la mairie de Châteaubourg ;
- Jeudi 1er octobre 2026 de 9 h 00 à 11 h 00 aux Services techniques de Janzé ;
- Lundi 5 octobre 2026 de 9 h 00 à 11 h 00 à la mairie de Châtillon-en-Vendelsais ;
- Mardi 6 octobre 2026 de 9 h 00 à 11 h 00 à la mairie de Martigné-Ferchaud ;
- Vendredi 9 octobre 2026 de 9 h 00 à 11 h 00 à la mairie d'Argentré-du-Plessis ;
- Mardi 13 octobre 2026 de 14 h 00 à 16 h 00 à la mairie de La Guerche-de-Bretagne ;
- Jeudi 15 octobre 2026 de 9 h 00 à 11 h 00 à la mairie de Châteaubourg ;
- Vendredi 16 octobre 2026 de 14 h 00 à 16 h 00 aux Services techniques de Janzé ;
- Lundi 19 octobre 2026 de 14 h 00 à 16 h 00 à la mairie d'Argentré-du-Plessis ;
- Mardi 20 octobre 2026 de 14 h 00 à 16 h 00 à la mairie de Châtillon-en-Vendelsais ;
- Jeudi 22 octobre 2026 de 14 h 00 à 16 h 00 à la mairie de Martigné-Ferchaud ;
- Lundi 26 octobre 2026 de 9 h 00 à 11 h 00 à la mairie de La Guerche-de-Bretagne ;
- Mercredi 28 octobre 2026 de 9 h 00 à 11 h 00 au Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré (siège de l'enquête publique) ;

Le dossier soumis à l'enquête publique contient les pièces suivantes : le projet de SCoT arrêté, composé du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS), du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) et des annexes, parmi lesquelles figurent les diagnostics, l'état initial de l'environnement, l'évaluation environnementale et la justification des choix retenus, l'analyse de la consommation foncière, et le résumé non technique. Il comprend également les pièces administratives du projet de SCoT arrêté (délibérations et bilan de la concertation). Les avis des Personnes Publiques, l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE), les éléments de réponse aux avis des personnes publiques et les pièces relatives à l'enquête publique, dont l'arrêté prescrivant l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique, seront également compris dans le dossier d'enquête publique.

À l'issue de l'enquête publique, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront :

- Tenus à la disposition du public, pendant un an, au siège du Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré aux jours et heures habituels d'ouverture, dans chacun des lieux d'enquête et à la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- Publiés sur le site internet du SUPV (www.supv.bzh) ainsi que, pendant un an, sur le site internet hébergeant le registre dématérialisé (<https://www.registre-dematerialise.fr/75568>) ;

Le Comité syndical du Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré se prononcera par délibération sur l'approbation du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Le projet pourra être modifié avant approbation pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions de la commission d'enquête, dans les conditions prévues par le code de l'urbanisme.

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2025 soit 0,189€ ht le caractère

Les annonces sont informées que, conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernés et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérotée centralisée, sans surcoût.

7471482601 - VS

ETUDE DES REMPARTS
NOTAIRES À VITRÉ

DE GIGOU
VEYRIER-LEBRETON
DAVY - LEGRAS -
DESPRES

17, rue Notre Dame - CS 90335
35503 VITRÉ

LE PLESSIS

Groupement Foncier Agricole
Au capital social de 295 000 euros
Siège social : Le Plessis
35500 VITRÉ
SIREN n° 494 133 549

AUGMENTATION DE CAPITAL SOCIAL

Aux termes d'un acte reçu par Me Marc LEGRAS, notaire à Vitré, le 28 mai 2026, publié au SPF de Rennes 1, le 17 juin 2026, volume 2026P numéro 2026, il a été décidé d'augmenter le capital social de 148 010 euros pour le porter à 443 010 euros, par apport d'immeubles situés à Vitré (35), Le Plessis, d'une valeur de 148 010 euros.

En conséquence, les articles 6, 7 et 8 ont été modifiés.

Ancienne mention : le capital social est fixé à 295 000 euros.

Nouvelle mention : le capital social est fixé à 443 010 euros.

Mention sera faite au RCS de Rennes.

Pour avis.

La centrale des marchés
Trouvez
gratuitement
Le bon marché public près de chez vous !
la-centrale-des-marchés.com

7471031901 - VS

SCI CAMPUS

Société civile immobilière
en liquidation
Au capital de 1 000 euros
Siège social :
9, rue de la Tour du Bonheur
35400 SAINT-MALO
Siège de liquidation :
9, rue de la Tour du Bonheur
35400 SAINT-MALO
500 197 819 RCS Saint-Malo

AVIS DE DISSOLUTION ANTICIPÉE

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 30 juin 2026 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 30 juin 2026 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Roland BEAUMANOIR, demeurant 9 rue de la Tour du Bonheur, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à conclure les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 9 rue de la Tour du Bonheur 35400 St Malo. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de St Malo, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis

7471184001 - VS

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un ASSP en date du 17 juillet 2026, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : STUDIO DEMI-LUNE.
Objet social : le développement, la distribution de jeux vidéo ainsi que le conseil et la fonction de consultant en développement de jeux vidéo.
Siège social : 38, rue Georges-Sand, 35220 Châteaubourg.
Capital : 500 euros.
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS Rennes.
Président : Mme BIOTEAU Aurore, demeurant 11, rue Paul-Doumer, 78540 Vernouillet.

Admission aux assemblées et droits de votes : tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Clause d'agrément :

1. Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.
2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au président de la société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans un délai de 3 semaines, l'agrément sera réputé acquis.
3. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.
4. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 8 jours de la décision d'agrément à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.
5. En cas de refus d'agrément, la société est tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés suivant la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la société dans ce délai d'un mois, l'agrément ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Aurore BIOTEAU.

7471357201 - VS

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un ASSP en date du 17 juillet 2026, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : STUDIO DEMI-LUNE.
Objet social : le développement, la distribution de jeux vidéo ainsi que le conseil et la fonction de consultant en développement de jeux vidéo.
Siège social : 38, rue Georges-Sand, 35220 Châteaubourg.
Capital : 500 euros.
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS Rennes.
Président : Mme BIOTEAU Aurore, demeurant 11, rue Paul-Doumer, 78540 Vernouillet.

Admission aux assemblées et droits de votes : tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Clause d'agrément :

1. Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.
2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans un délai de 3 semaines, l'agrément sera réputé acquis.
3. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.
4. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 8 jours de la décision d'agrément à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.
5. En cas de refus d'agrément, la société est tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés suivant la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la société dans ce délai d'un mois, l'agrément ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Aurore BIOTEAU.

7471057001

Société
Au ca

10, imp.
22
35

DE CC

Aux termes d'un ASSP en date du 17 juillet 2026, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : STUDIO DEMI-LUNE.
Objet social : le développement, la distribution de jeux vidéo ainsi que le conseil et la fonction de consultant en développement de jeux vidéo.
Siège social : 38, rue Georges-Sand, 35220 Châteaubourg.
Capital : 500 euros.
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS Rennes.
Président : Mme BIOTEAU Aurore, demeurant 11, rue Paul-Doumer, 78540 Vernouillet.

Admission aux assemblées et droits de votes : tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Clause d'agrément :

1. Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.
2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans un délai de 3 semaines, l'agrément sera réputé acquis.
3. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.
4. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 8 jours de la décision d'agrément à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.
5. En cas de refus d'agrément, la société est tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés suivant la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la société dans ce délai d'un mois, l'agrément ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Aurore BIOTEAU.

Annonces légales et judiciaires

MEDIALEX

Faites-nous parvenir
vos annonces légales et judiciaires

Vie de société, fonds de commerce, enquête publique,
marché public, avis d'attribution, publication judiciaire,
vente judiciaire et autre annonce

www.medialex.fr

Mail : annonces.legales@medialex.fr

Tél. : 02 99 26 42 00

Adresse postale : 10, rue du Breil - CS 56324
35063 Rennes cedex

Enquête publique du SCoT

Accueil > Le SCoT > Enquête publique du SCoT

[Partager la page](#) [Imprimer la page](#)

Pourquoi une enquête publique ?

L'enquête publique constitue une **étape essentielle** dans la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Elle permet à chacun – habitant, association, entreprise ou toute personne intéressée par le projet – de consulter le dossier et de formuler ses observations avant l'approbation définitive du document.

Prévues par le Code de l'environnement, **cette procédure garantit l'information et la participation du public**. Elle offre à chacun la possibilité de s'informer sur le projet, de poser ses questions et de faire part de ses observations ou propositions.

À l'issue de l'enquête, la commission d'enquête analysera l'ensemble des contributions recueillies et remettra son rapport ainsi que ses conclusions motivées. Le projet pourra, le cas échéant, être adapté avant son approbation définitive.

Comment participer à l'enquête publique ?



A retenir

Quand ?

Du lundi 28 septembre à 9h00 au mercredi 28 octobre 2026 à 11h00.

Où ?

Dans les 7 lieux d'enquête répartis sur le territoire : Argentré-du-Plessis, Châteaubourg, Châtillon-en-Vendelois, Janzé, La Guerche-de-Bretagne, Martigné-Ferchaud et Vitré.

Comment ?

Déposez vos observations sur les registres d'enquête, le registre dématérialisé, par courrier, par courriel ou lors des permanences de la commission d'enquête.

 Affiche de l'enquête publique

PDF | 1.32 Mo

Du 28 septembre au 28 octobre 2026 :

Formuler vos observations et propositions

Consultez le dossier d'enquête publique

Consultation sur place

Le dossier est consultable, en support papier, dans les lieux d'enquête et aux horaires indiqués précédemment.

Consultation en ligne

Retrouvez les pièces du dossier d'enquête, en téléchargement :

- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/7568>
- en cliquant directement sur les éléments suivants :

Avis d'enquête publique



 Avis d'enquête publique

PDF | 202.76 Ko

Arrêté prescrivant l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique



Décision de désignation de la commission d'enquête



Les pièces techniques et administratives du SCoT arrêté



Avis des Personnes Publiques et de l'Autorité Environnementale



Réponse écrite du maître d'ouvrage à l'avis de l'Autorité environnementale



Éléments de réponse aux personnes publiques

